



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

***CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES***  
*(En cas de non allotissement : marché unique regroupant tous les lots)*

***MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE***

*EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 ET SUIVANTS  
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE*

***Maître de l'ouvrage/ Acheteur :***  
*ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES  
Service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France*

***Conducteur d'opération/Représentant de l'acheteur :***  
*SID/IDF – Division Investissements  
Chef du Bureau Conduite des Opérations ou son représentant*

***Objet du marché :***  
*VERSAILLES (78) - GRIBEAUVAL - STAT - Travaux de déconstruction de bâtiments*

## Table des matières

1. GENERALITES.....	4
1.1 Intervenants.....	4
Titulaire.....	4
Délégation des attributions du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) .....	4
La maîtrise d'ouvrage (MOA).....	4
La conduite d'opération (MOA).....	4
La maîtrise d'œuvre (MOE).....	4
Le contrôleur technique .....	4
L'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) .....	4
Le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).....	4
2. Objet du CCTP.....	5
2.1 Description du site.....	5
2.2 Description des ouvrages à démolir .....	5
2.3 Caractéristiques générales et composition des bâtiments à déconstruire .....	6
Méthodologie d'intervention .....	6
2.4 Périmètre de la déconstruction.....	7
2.5 Phasage de la déconstruction .....	8
2.5 Calendrier prévisionnel des travaux (par tranche et cumulé) .....	9
3. CONTRAINTES ISSUES DU CONTEXTE DES TRAVAUX .....	10
3.1 Contexte d'intervention.....	10
3.1.1 Co activité .....	10
3.1.2 Etat de l'ouvrage .....	11
3.1.3 Environnement des ouvrages .....	11
3.2 Prestations du titulaire .....	12
3.2.1 Dispositions générales.....	12
3.2.3 Travaux de déconstruction .....	13
3.2.4 Réception des travaux – Remise en état et Livraison.....	13
3.2.5 Essai et contrôle de réception .....	14
3.3 Conditions particulières .....	14
4.INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	14
4.1 Zones fonctionnelles .....	14
4.2 Accès au site.....	15
4.3 Circulations.....	15
Accès au chantier .....	15
Signalisation autour du <b>chantier</b> .....	15
Nettoyage et remise en état.....	16

4.3 Eléments à préserver.....	16
Bâtiments .....	16
Arbres remarquables.....	16
4.4 Clôtures de chantier.....	17
4.5 Cantonnement de chantier.....	17
Base vie .....	17
Zone de repos .....	17
4.6 Panneau de chantier.....	18
4.7 Signalisation au sein du chantier .....	18
4.8 Alimentation et raccordements.....	18
4.8.1 Electricité.....	18
4.8.2 Eau.....	19
4.8.3 Evacuations .....	19
4.9 Eclairage de chantier .....	19
4.10 Réseaux existants.....	19
5. Stockage des matériaux et Gestion des déchets.....	20
5.1 Objectifs de réemploi et réutilisation .....	20
5.2 Objectifs de recyclage/valorisation et élimination .....	21
5.3 Déchets dangereux.....	22
5.4 Transport des déchets.....	22
5.5 Traçabilité des matériaux et déchets .....	22
6.Sous-traitance .....	24
7. Prix .....	25
3.1 Forfaitaire .....	25
3.2 Unitaire .....	25
ANNEXES .....	25

# 1. GENERALITES

## 1.1 Intervenants

Au titre du présent marché, les intervenants sont :

### Titulaire

Le titulaire du marché est désigné sous le nom d'opérateur économique ou « **Le titulaire du marché** » dans les pièces du présent marché

### Délégation des attributions du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Les ordres de service seront notifiés par la conduite d'opération. Un ordre de service est la décision du conducteur d'opération précisant les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

### La maîtrise d'ouvrage (MOA)

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'État – Ministère des Armées - Secrétariat général pour l'administration – Service d'Infrastructure de la Défense - Service d'infrastructure de la Défense d'Ile de France (SID-IDF) représenté par le Directeur du SID IDF.

### La conduite d'opération (MOA)

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opération est assurée par l'État – Ministère des Armées - Secrétariat général pour l'administration – Service d'Infrastructure de la Défense d'Ile-de-France, représenté par le chef de la sous-direction INV (acheteur).

- Le référent sera l'IMI SABLONIERE Thomas - [thomas.sabloniere@intradef.gouv.fr](mailto:thomas.sabloniere@intradef.gouv.fr)

### La maîtrise d'œuvre (MOE)

La maîtrise d'œuvre est interne au Ministère des Armées et sera assurée par le bureau de maîtrise d'œuvre Versailles 1 (BMO VRS 1).

- Le référent sera l'IMI BALTAZARD Lucile - [lucile.baltazard@intradef.gouv.fr](mailto:lucile.baltazard@intradef.gouv.fr)

### Le contrôleur technique

Pas de contrôleur technique. Le titulaire du marché sera l'unique opérateur économique.

### L'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

La mission OPC sera assurée par la maîtrise d'œuvre et son référent.

### Le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Le nom du CSPS sera transmis à la notification du titulaire du présent marché.

## 2. Objet du CCTP

Le bureau de conduite d'opération de Versailles (BCO VRS) prévoit des travaux de déconstruction de bâtiments de bureaux et d'atelier inutilisés sur le site militaire de la Section Technique de l'Armée de Terre (STAT).

Les travaux objet du présent marché consistent à procéder à la déconstruction des superstructures<sup>1</sup> et des infrastructures<sup>2</sup> de l'ensemble des bâtiments qui seront détaillés en descriptif (*cf 2.3 et suivants*), leur stockage ou traitement comme déchets conformément au rapport PEMD, ainsi que le terrassement et le compactage des sols pour la remise en état des plateformes déconstruites.

Le présent marché concerne également tous les travaux préparatoires que cette prestation nécessitera, tels que l'aménagement et le repli des installations de chantier et base vie pour chaque phase.

**De manière générale, chaque prestation prendra en compte les actions de sécurisation des accès et les travaux de protection des personnes et de l'environnement.**

La mission du titulaire du marché est donc de procéder aux prestations indiquées, tout en respectant les dispositions du Code du Travail, relatives à la sécurité et la santé au travail, les dispositions du Code de la Santé Publique quant à la protection de la population, le cadre normatif et contractuel, et en assurant une traçabilité des déchets produits selon le code de l'environnement.

1. Superstructure : Partie d'une construction située au-dessus du sol ou d'un niveau donné

2. Infrastructure : Ensemble des ouvrages constituant la fondation et l'implantation sur le sol d'une construction (fondations, dalle, voiries)

### 2.1 Description du site

Le site de la STAT est localisé au Quartier Gribeauval, sur le plateau de Satory, à Versailles (78000).



Figure 1

### 2.2 Description des ouvrages à démolir

La parcelle à déconstruire se trouve au nord de la STAT.



Figure 2

Les ouvrages à démolir sont répartis sur deux parcelles de terrain, séparées par des voies internes de circulation de véhicules militaires et civils.

Il s'agit de bâtiments de bureaux ou de bâtiments industriels inoccupés.

**Les volumes identifiés au rapport PEMD (fig 3B) ne prennent pas en compte les volumes des fondations.**

Les fondations seront donc facturées au bon de commande unitaire (tonnage) – cf 7. Prix



Figure 3A

Emprise au sol des bâtiments	2 064	m <sup>2</sup>
Surface totale de plancher à démolir (surface brute)	4 239	m <sup>2</sup>
Nombre de bâtiments concernés par les travaux	10	u
Surface des dallages extérieur	1 338	m <sup>2</sup>
Surface enrobé bitumineux	1 360	m <sup>2</sup>

Figure 3B : Tableau introductif du rapport PEMD – SISCO (hors bâtiment 081)

## 2.3 Caractéristiques générales et composition des bâtiments à déconstruire

### Méthodologie d'intervention

Le diagnostic portant sur la gestion des produits, équipement, matériaux et déchet (dit PEMD) issus de la déconstruction prévue au marché, a été réalisé en avril 2025.

Ce rapport PEMD est transmis en annexe (n°2) du marché comme pièce particulière contractuelle (cf 2.1 du CCAP).

Les Fiches bâtiments fournies en pièce-jointe n°2 sont transmises à titre de support de compréhension mais ne sont pas contractuelles.

Les moyens de déconstruction proposées sont laissés libres au titulaire du marché, à l'exclusion impérative de l'explosif. Ils devront garantir l'absence ou la réduction au minimum de vibrations et poussières, sur des plages horaires qui seront communiquées par la MOE en période d'exécution.



Les moyens de nivellement et de compactage proposés sont laissés libres au titulaire du marché mais doivent s'adapter aux préconisations du contexte d'*environnement des ouvrages* (cf 3.1.3).

Les moyens de ravitaillement proposés des machines et véhicules de chantier sont laissés libres au titulaire du marché. L'option d'une cuve extérieure est possible : elle devra respecter les mesures ICPE, la réglementation en vigueur (*non exhaustif : double paroi, bac de rétention*) et les déclarations administratives afférentes au transport et au stockage. Elles seront alors à la charge du titulaire du marché.

## 2.4 Périmètre de la déconstruction

Le périmètre concerné par la démolition correspond à la limite en rouge ci-dessous.

Sur ce périmètre, l'ensemble des ouvrages, dalles béton, fondations, réseaux enterrés doivent être déconstruits (**sauf pour zone BAT 063 et 064 : uniquement superstructure**).

- Les arbres doivent également être abattus (notamment Bat 0054, 0049) et dessouchés sauf ceux à conserver, qui seront transplantés sur le site (*Fig 4A : en bleu / Fig 4B : photo*).
- Les friches végétales définies en orange sur le plan doivent être défrichées et peuvent transformées en zone de chantier complémentaire (voir PIC en annexe 5). La zone devra cependant être nivelée et compactée avant la réception des travaux.



Figure 4A



Figure 4B

## 2.5 Phasage de la déconstruction

Le périmètre de déconstruction globale englobe l'ensemble des travaux prévus en tranche ferme et tranche optionnelle.

Pour rappel, le marché se compose de deux tranches (voir CCAP):

**Tranche Ferme** : déconstruction et terrassement de la zone Est et Nord de la parcelle « APC » :  
*Bâtiment 0046 (tiers Ouest), bâtiment 0050, bâtiment 0051, bâtiment 0063, bâtiment 0064*

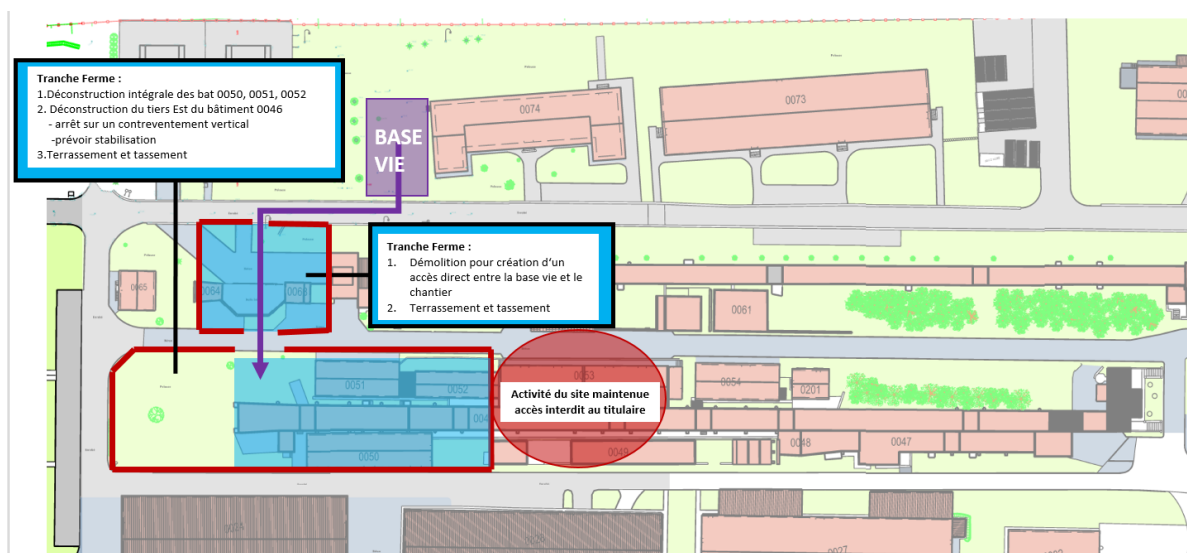


Figure 5A

### Tranche Optionnelle 1

**Phase A** : déconstruction et terrassement de la zone Est de la parcelle « APC » :  
*Bâtiment 046 (tiers Central), bâtiment 0049, bâtiment 0053*



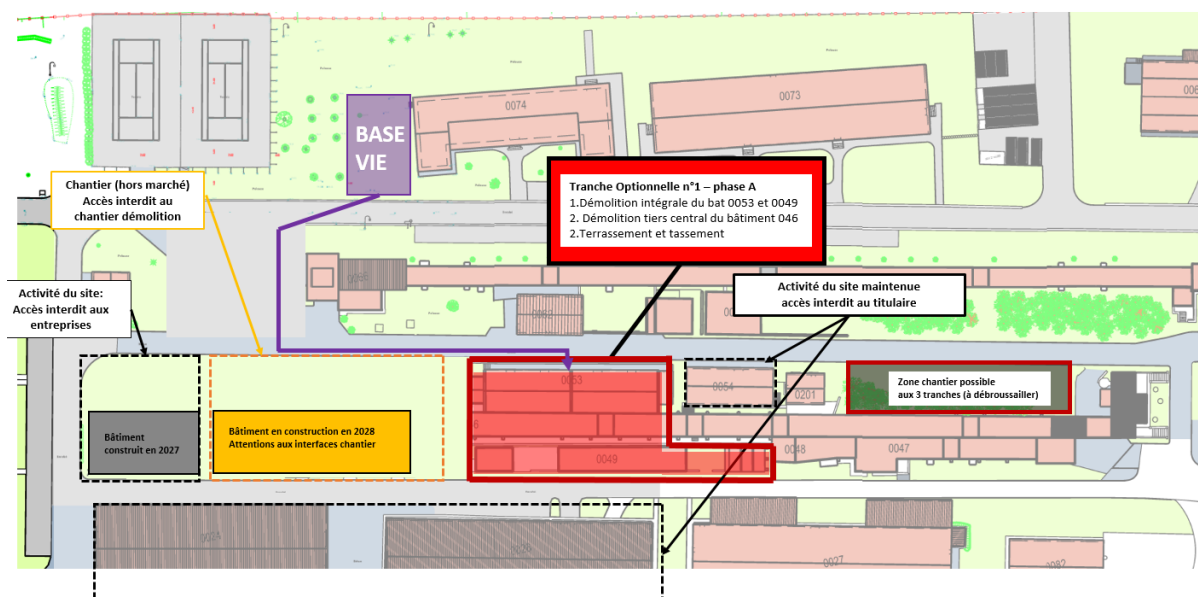


Figure 5B

**Phase B : déconstruction et terrassement du bâtiment 053 de la parcelle « APC » :**  
*Bâtiment 0046 (tiers Ouest), bâtiment 0047, bâtiment 0048, bâtiment 0054, bâtiment 0055 et bâtiment 0082*

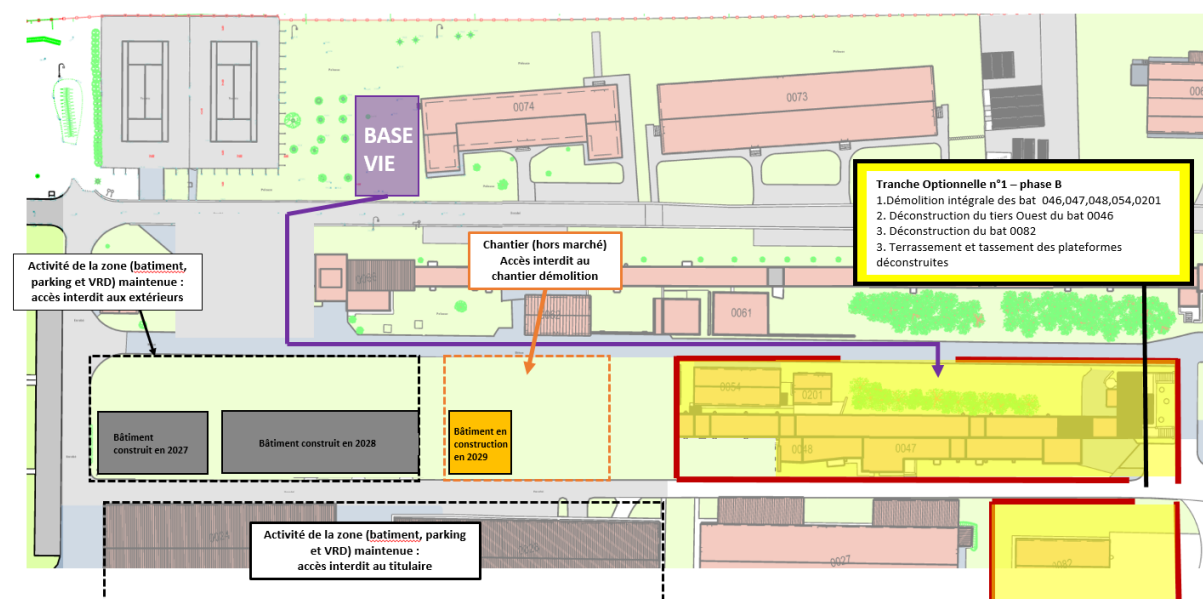


Figure 5c

## 2.5 Calendrier prévisionnel des travaux (par tranche et cumulé)

*Le calendrier prévisionnel est présenté en Annexe n°4*

Chaque démarrage de tranche/phase est conditionné par la réception d'un autre bâtiment (hors marché), permettant le déménagement des activités et la libération des bâtiments traités dans la tranche ou phase suivante.

Chaque tranche fera l'objet d'un ordre de service pour sa notification et sa réception partielle.

Le titulaire du marché titulaire du marché devra confirmer en phase préparatoire son planning d'exécution détaillé des tâches.

**Le phasage des actions propres à chaque tranche et le nombre de tâches réalisées en parallèles ainsi que les moyens humains affectés aux travaux devront prendre en compte ces délais et période d'intervention.**

## 3. CONTRAINTES ISSUES DU CONTEXTE DES TRAVAUX

### 3.1 Contexte d'intervention

#### 3.1.1 Co activité

##### A l'échelle du site

Le site de la STAT sera en fonctionnement pendant l'intégralité des travaux de déconstructions.  
Le cheminement VRD entre l'entrée et les zones « base vie » et « chantier » sera mutualisé avec les usagers du site.

- L'accès piéton au bâtiment 0066 devra être conservé, ainsi que sa voirie d'accès depuis l'Est sur 2 m de large min (Fig 6 : en orange).
- L'accès piéton et VL au bâtiment 0028 devra être conservé, ainsi que ses voiries d'accès depuis le Sud et l'Est (Fig 6 : en orange).

##### A l'échelle de la parcelle

Chaque bâtiment sera libéré de toute occupation avant le début des travaux.

1. Lors de la tranche ferme, le bâtiment 0053 et 0054 seront toujours en activité.
  - Leur accès devra être maintenue par la route les desservant depuis l'est (Fig. 6 : piéton en orange / Piéton + VL en violet)
  - La nature des activités du bâtiment 0053 impose une zone de protection (Fig. 6 : en rouge) interdite d'activité ou de passage par le titulaire du marché (sauf période explicitement autorisée par la maîtrise d'ouvrage).
2. Lors de la tranche optionnelle 1, le bâtiment 0054 sera toujours en activité.
  - Son accès devra être maintenue par la route les desservant (depuis l'Est)
3. Pendant l'ensemble du marché, le bâtiment 0026 sera en activité.
  - Son accès depuis le sud et l'Est, ainsi que le stationnement devant sa façade Nord devra être conservé (Fig. 6 : en violet).



Figure 6

### 3.1.2 Etat de l'ouvrage

L'ensemble des bâtiments sera désamianté (hors marché) avant les travaux de déconstruction.

Le phasage des travaux entraîne la déconstruction du bâtiment 0046 en trois parties.  
Chaque phase, qui comprend une partie de cette déconstruction (1 en TF et 2 en TO), devra inclure la sécurisation de l'ouvrage (stabilité structurelle, interdiction d'accès aux fondations ou à l'intérieur du reste du bâtiment) jusqu'au démarrage de la phase de déconstruction suivante.

### 3.1.3 Environnement des ouvrages

#### **Découvertes archéologiques ou pyrotechniques**

Le rapport pyrotechnique réalisé par le SID IDF en octobre 2024 indique en conclusion :  
*«au regard de la localisation des opérations, la pollution pyrotechnique présumée ne nécessite pas l'ouverture d'un chantier de dépollution pyrotechnique, afin d'assurer l'utilisation des terrains concernés sans danger pour la santé, la salubrité et la sécurité publique. »*

Concernant la méthodologie de travail lors des phases de déconstructions, terrassement et compactage :

- Réduire et adapter la vitesse de terrassement au contexte de pollution pyrotechnique potentielle ;
- Utiliser un compactage statique (ex : compacteur pneumatique) ou à défaut un compactage dynamique à oscillations horizontales uniquement ;
- Limiter au strict nécessaire le nombre de personnes exposées au risque résiduel pendant la phase de forage ;

Conformément au CCAP et par dérogation de l'article 32 du CCAG, si un engin de guerre est fortuitement découvert ou repéré, le titulaire doit :

- Suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisation, balises, etc. ;
- Informer immédiatement le responsable de site, le maître d'œuvre et le RPA ;
- Ne reprendre les travaux qu'après avoir reçu l'autorisation par ordre de service.

Les travaux éventuels de dépollution seront à la charge du ~~Maitr~~**Maître** d'Ouvrage.

FICHE REFLEXE							
CONDUITE A TENIR EN CAS DE DECOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE							
A quoi peut ressembler un engin de guerre ?							
Cartoucherie	Grenade	Mine antichars	Projectile de mortier	Obus d'artillerie	Bombe d'aviation		
							
Indicateurs : matériau ferreux, forme, stries, goupille, empennage, ceinture de plomb - Dimensions :							
L = 8 cm – Ø 8			L = 170 cm – Ø 48 cm				
							
Quelles sont les situations fréquentes de découverte ?							
<ul style="list-style-type: none"><li>- Découverte en surface,</li><li>- Découverte en fond de fouille ou sur les parois d'une fouille,</li><li>- Découverte dans le godet d'un engin de terrassement ou dans la benne d'un engin de transport,</li></ul>							
Quelle est la conduite à tenir en cas de découverte ?							
	1	STOPPER les travaux, immobiliser l'engin mécanique et couper le moteur					
	2	NE PAS TOUCHER	4	<b>PREVENIR :</b> - le chef de chantier - le poste de sécurité et/ou le cadre de permanence: (Tel : 00.00.00.00.00 / 00.00.00.00.00)			
	3	EVACUER le lieu de découverte	5	<b>BALISER / GARDIENNER la zone</b>			
	6	INFORMER le maître d'œuvre (Tél : 00.00.00.00.00) – Suppléant : 00.00.00.00.00					
	7	REPRENDRE LES TRAVAUX sur ordre du maître d'œuvre					
Informations complémentaires							
En cas d'explosion, le chef de chantier contactera immédiatement les secours. Le chef de chantier précisera si possible la nature de l'engin, les dimensions et le lieu précis de la découverte. Si l'engin émet de la fumée, le recouvrir si possible de terre ou de sable, au moyen d'un engin de terrassement. Si l'engin laisse échapper du liquide, baliser la zone et maintenir un périmètre de sécurité de 100 mètres.							

Figure 7 : fiche réflexe « conduite à tenir en cas de découvert d'engins de guerre », également jointe en annexe.

## Découvertes d'amiante

Il se peut, en cours d'exécution des travaux, que le titulaire du marché découvre des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante qui n'auraient pas été repérés lors des campagnes de repérage. Dans cette hypothèse, le titulaire du marché a pour obligation d'alerter sans délai le **MaîtreMaître** d'Ouvrage qui fera si nécessaire procéder à un prélèvement et à une analyse, à sa charge. Si la présence d'amiante est avérée, une procédure d'intervention sera mise au point avec le **MaîtreMaître** d'Ouvrage et le MOE.

## 3.2 Prestations du titulaire

Le prix calcul des prix des prestations est précisé à l'article 7. Prix  
Les travaux de chaque tranche comprennent :

### 3.2.1 Dispositions générales

- Transmission au SID des demandes de CPR (détails au 4.2 Accès au site)
- Transmission au SID des cartes grises et assurances des véhicules et cartes BTP
- Transmission au SID du plan d'installation de chantier (PIC)
- Transmission au SID des fiches techniques des matériaux et équipements, y compris une ou plusieurs méthodologie(s) possible(s) d'alimentation en carburant des engins sur place utilisés



- Préparation des autorisations pour la valorisation des matériaux ou pour l'élimination des matériaux en centre agréé ;
- Réalisation d'un état des lieux (VRD, avoisinants, affleurement de réseaux divers prévus pour les branchements du titulaire) Cet état des lieux sera établi par un huissier à charge du titulaire ;
- Fourniture et pose d'un panneau de permis de construire en entrée de site avec constat d'huissier à charge du titulaire ;
- Sécurisation du chantier, y compris mise en place du panneau de chantier, signalisation et clôtures de chantier isolant les zones de travaux et voie de circulation Installation du chantier avec l'amenée et le repli du matériel et des installations de chantier ;
- La mise en œuvre et le repli des installations d'eau et d'électricité du chantier, y compris raccordements ;
- Mise en place et repli des éclairages de chantier ;
- L'ensemble des installations de chantier clôtures, base vie etc... cf §4 INSTALLATIONS DE CHANTIER.

**Plus généralement, toutes les prestations s'entendent complètement exécutés et parfaitement achevés.**

### 3.2.2 Travaux de déconstruction

- Amenée repli du matériel et équipements de chantier
- Etudes d'EXE et procédures y compris prise en considération des études de géotechniques et les rapport Amiante/Plomb et PEMD ;
- Enlèvement des encombrants présents dans le bâtiment, y compris l'évacuation des déchets.
- Déconstruction mécanique des superstructures et dallage existants, y compris mesure de protection environnant ;
- ~~Décroulage des enrobés du parking sur l'emprise de la future limite parcellaire ;~~
- ~~Déconstruction mécanique des infrastructures jusqu'à -3m sous le niveau du dernier dallage, y compris des ouvrages extérieurs et décroulage des enrobés du parking sur l'emprise de la future limite parcellaire (estimation au bon de commande unitaire) ;~~
- Déconstruction de tous les réseaux sur l'emprise des différentes tranches ;
- Abatage/dessouchage des arbres définis au marché (cf 2.4 Périmètre de la déconstruction) et transplantation de l'arbre à conserver ;
- Chargement, transport et évacuation des déchets en installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), en installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD) ou en centre de valorisation suivant diagnostic PEMD ;
- Chargement, transport et évacuation des autres DI vers la filière de recyclage appropriée ;
- Stockage des pierres meulières et éléments en terre cuite (briques et tuiles) ;

### 3.2.3 Travaux de déconstruction des infrastructure (BPU)

Avant le commencement de la déconstruction des fondations un point d'arrêt contradictoire sera réalisé avec la maîtrise d'œuvre, l'ensemble des superstructures de la phase concernée devront avoir été évacuées au préalable.

- Amenée repli du matériel et équipements de chantier
- Etudes d'EXE et procédures y compris prise en considération des études de géotechniques et les rapport Amiante/Plomb et PEMD ;
- Déconstruction mécanique des infrastructures du niveau 0 sous le niveau du dernier dallage jusqu'à -3m, y compris des ouvrages extérieurs
- Chargement, transport et évacuation des DI vers la filière de recyclage appropriée ;

### 3.2.4 Réception des travaux – Remise en état et Livraison

- Remblaiement des fouilles et compactage des terres. Nivellement de la parcelle et remise en état des plateformes (cf 3.2.5) ;



- Nettoyage général. Repli des installations de chantier ;
- Etat des lieux contradictoires avec la MOE après travaux ;
- Réalisation et transmission du Rapport de Fin de Travaux ;

**Plus généralement, tous les travaux s'entendent complètement exécutés et parfaitement achevés.**

### 3.2.5 Essai et contrôle de réception

Le titulaire devra réaliser les contrôles et essais après le nivellement de la parcelle, en vue de garantir la conformité des prestations réalisées aux prescriptions du CCTP et aux normes en vigueur et règles de l'art.

Pour cela, le titulaire procèdera à la vérification de la compacité des remblais (essais proctor et essais de densité in situ). Les essais devront être réalisés par un laboratoire agréé COFRAC et les résultats devront être transmis dans un délai maximum de 5 jours à la ~~maîtr~~~~maîtrise~~~~maîtrise~~ d'œuvre. La transmission des résultats est obligatoire avant toute demande de réception des travaux.

Tout écart aux prescriptions techniques devra être consigné dans un rapport tenu par le titulaire, et une procédure de traitement des non-conformités sera proposée par le titulaire et réalisée, aux frais du titulaire, après accord de la ~~maîtr~~~~maîtrise~~~~maîtrise~~ d'œuvre.

## 3.3 Conditions particulières

Le SID IDF est responsable de la sécurité du site vu que le bâtiment est dans l'emprise du terrain militaire.

Toutefois pendant les travaux, le titulaire du marché a la garde du chantier ce qui signifie qu'elle est responsable des ouvrages et en assume les risques jusqu'à la réception, qui marque le transfert de la garde au maître d'ouvrage.

Nb : est gardien du chantier la société qui en a l'usage, la direction et le contrôle ;

Le matériel et engins sur le chantier doivent être stationnés et sécurisés en heure non ouvrable, afin de minimiser le risque éventuel de vols.

Des tapis absorbants (huiles, etc) seront placés sous les véhicules PL stationnés.

Un dispositif anti-intrusion ou un gardiennage ne sont pas nécessaires.

## 4.INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le titulaire du marché assurera l'amenée et la mise en place des installations de chantier pour toute la durée du chantier, du matériel et des engins de déconstruction sélective. Ces installations de chantier, conformes aux exigences du CCTP et dimensionnées en conformité avec la réglementation, seront figurées sur un plan d'installation de chantier.

Les principes d'installation de chantier proposés ci-dessous sont ceux validés en phase de conception au regard des contraintes de l'environnement du chantier, le titulaire du marché devant réaliser son propre PIC en période de préparation pour VISA MOE et CSPS. Ce plan devra faire apparaître les différentes phases de travaux et les zones prévues pour le stockage des matériaux destinés au réemploi.

### 4.1 Zones fonctionnelles

Le titulaire du marché a à sa charge la mise en place des éléments suivants :

- Clôtures et panneaux de chantier (y compris panneau permis de démolir en entrée de site), portails d'accès ;
- Installation électrique de chantier (intérieur et extérieurs des bâtiments) ;
- Installations d'eau de chantier ;
- Installations d'évacuation des eaux usées de chantier ;
- Vestiaires, sanitaires et réfectoires nécessaires aux personnels travaillant sur chantier et conforme au code du travail ;

- Bureau de chantier et salle de réunion, et espaces sanitaires associés (WC, lave-mains) ;
- Zones de stockage différenciées ;
- Aires de travail, de tri, de ravitaillement, etc. ;
- Cheminements véhicules et zones de chargement ;
- Cheminements piétons ;
- Plan de circulation hors chantier (circuits entrants et sortants) ;
- Voies d'accès.

## 4.2 Accès au site

Le site est accessible du lundi au jeudi de 7h30 à 17h00 et le vendredi de 7h30 à 12h30 (dérogation possible pour les vendredis jusqu'à 17h00).

Pour toute extension des horaires indiqués, une demande est à réaliser auprès du responsable du site.

Pour les modalités d'accès au site, un contrôle élémentaire (CPR) sera effectué pour les différents personnels qui interviendront sur le site. Pour se faire une fiche individuelle de contrôle élémentaire sera complétée et signée par le titulaire du marché qui sera remise avec une carte nationale d'identité ou un titre de séjour en cours de validité des intervenants (la validité devra être assurée ou renouvelée durant la totalité du chantier).

Le délai de réponse de celui-ci est de **8 semaines minimum** à compter de la réception des fiches de contrôles primaires dûment remplies. Un retard de remise des fiches de contrôles primaires en phase préparation ne pourra être considéré comme motif valable en cas de demande de prolongation de délais contractuels.

Un avis avec ou sans réserves peut ainsi être formulé et sera valable pendant 3 ans. Dans le cas d'un avis avec réserves, l'intéressé pourra se voir refuser l'accès aux sites du Ministère des Armées.

## 4.3 Circulations

### Accès au chantier

Le chantier sera accessible via le cheminement goudronné interne de la STAT (axe principal Nord-Sud).

Le titulaire du marché aménagera les passages et accès sur son chantier ainsi que les passages et accès provisoires permettant la desserte du chantier via l'accès évoqué.

Le chantier sera accessible pour les poids lourds avec un circuit communiqué par le SID IDF, à respecter pour rouler sur le site.

Il devra notamment adapter la charge des véhicules ou de ses engins à la résistance des sols et à la résistance des ouvrages.

Le chantier ne sera ouvert/accessible qu'après autorisation régulière délivrée par le SID IDF. Le titulaire du marché devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées.

**Les accès devront pouvoir être fermés à clé pendant et en dehors des heures ouvrées sur le chantier.** En cas de détérioration de la clôture en cours de chantier, elle devra être immédiatement réparée.

En tout état de cause, le titulaire du marché sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

### Signalisation autour du chantier

Au titre des travaux de démolition en limite de voirie, il est demandé le titulaire du marché de prévoir si nécessaire :

- La création des passages piétons temporaires aux abords de la zone de travaux ;
- Une délimitation des zones de travaux avec des barrières HERAS lestées, menottées et contreventées avec jambe de force ;
- La mise en place d'avertisseur lumineux et feux de chantier devant les installations pour prévenir les risques de collision (notamment la nuit) ;
- La signalisation temporaire obligatoire de la zone chantier sur voirie (zone de travaux, rétrécissement de voie, interdiction de dépasser, etc.)



- Une copie de l'arrêté de circulation délivré par l'administration.

### Nettoyage et remise en état

Le titulaire devra prévoir le nettoyage hebdomadaire des voiries avoisinantes au site.

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public utilisés par le titulaire du marché, devront toujours être maintenues en bon état de propreté.

*En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire du marché sera seul responsable des conséquences.*

Le titulaire du marché est également responsable des détériorations qu'il causerait, notamment aux voiries, aux végétaux, aux réseaux, aux équipements enterrés ou aux ouvrages du site de la STAT.

A la fin des travaux, le titulaire du marché devra une reprise à l'identique de tous les trottoirs qui auront pu être détériorés du fait des travaux.

De manière générale, le MOE ne pourra être tenu pour responsable des éventuelles dégradations occasionnées au cours du chantier.

## 4.3 Eléments à préserver

### Bâtiments

Le bâtiment 065 situé à l'Ouest d'une des deux zones de déconstruction de la tranche ferme est un bâtiment à conserver.

A ce titre, le titulaire du marché proposera un **dispositif de protection** (passage de véhicule, matériaux, projections lors des déconstructions) qui pourront être du type :

- Mise en place d'un balisage ;
- Pose de barrières de protection ;
- Protection physique (matelas, boudins en plastique...) ;
- Eviter au maximum les fouilles autour.

Les dispositifs de protection seront repliés en fin de chantier.

### Arbres remarquables

Un arbre à conserver et protéger avant transplantation a été identifié par la Maîtrise d'Ouvrage. Le titulaire du marché devra prendre en compte sa transplantation, dont la localisation sera donnée par la MOE en phase exécution.

Il est visible en Figure 4B et 4A du présent CCTP.

A ce titre, le titulaire du marché proposera un **dispositif de protection** qui pourra être du type :

- Mise en place d'un balisage autour des arbres isolés pour protection des racines

- Pose de barrières de protection
- Protection physique du tronc (matelas, boudins en plastique...)
- Eviter au maximum les fouilles autour des arbres

Les dispositifs de protection seront repliés à l'issue de la transplantation et avant la fin de chantier.

**Si des arbres présentaient un risque ou une gêne importante pour les travaux de démolition, le titulaire du marché identifiera les arbres concernés et soumettra sa demande d'abattage à l'autorisation du ~~Maitr~~**Maître** d'Ouvrage.**

#### 4.4 Clôtures de chantier

Le titulaire du marché mettra en œuvre les clôtures de chantier conformément aux périmètres de travaux y compris sur la zone de stockage.

Ces clôtures seront de type grilles métalliques de 2 m de hauteur, menottées en tête et en pied et avec des jambes de force tous les 10 m afin d'assurer leur stabilité et les renforcer contre leur prise au vent.

Le titulaire du marché veillera à installer et entretenir l'ensemble des panneaux et signalétiques de chantier. Le titulaire est en outre responsable de l'entretien des clôtures de chantier pendant toute la durée de l'exécution des travaux.

Toutes les clôtures et leurs accessoires seront repliés à la fin du chantier de chaque phase (TF, TO1-phase A et T.O 1 – Phase B)

#### 4.5 Cantonnement de chantier

##### Base vie

La base-vie du titulaire devra comprendre a minima :

- Un vestiaire équipé d'armoires individuelles en nombre suffisant pour ses personnels ;
- Un réfectoire équipé de tables, chaises, four à micro-ondes ou chauffe gamelles en nombre suffisant au regard de ses effectifs sur le chantier ;
- Des sanitaires en nombre suffisants ;
- Un bureau de chantier équipé et doté de téléphone, ensemble des registres à jour ;
- Une salle de réunion de chantier équipée de tables et chaises suffisant pour les réunions d'avancement en présence de l'ensemble des acteurs du chantier (MO, AMO, MOE, CSPS, Le titulaire du marchés, etc.);
- Un magasin pour stockage des consommables et matériels divers du chantier

La base-vie devra être dimensionnée pour accueillir l'ensemble des opérateurs de chantier et devra pouvoir accueillir les visiteurs, notamment MO, MOE et CSPS pour l'organisation des réunions.

Les cantonnements devront être raccordés aux réseaux électriques et eau de chantier.

De manière générale, les cantonnements devront être conformes à la recommandation CRAMIF R27 et à la réglementation française.

En fin d'intervention, **à chaque phase** (TF, T.O n°1-phase A et T.O 1 – Phase B), les cantonnements seront déposés et évacués du site.

La zone de base vie sera remise en état (dont nivellement et compactage des sols) à la fin de la dernière phase.

##### Zone de repos

Le titulaire du marché devra équiper ses zones de repos des dispositifs suivants :

- Chaises ou bancs en nombre suffisant au regard des effectifs ;
- Patères en nombre suffisant au regard des effectifs ;
- Table / bureau / étagères pour la tenue des documents de chantier ;
- Dispositifs de communication base vie / zone d'intervention ;
- Extincteur, Trousse de secours ;
- Tenues jetables et APR de différentes tailles pour visiteurs.

*Nb : cette liste n'est pas exhaustive*

## 4.6 Panneau de chantier

- Le titulaire du marché sera en charge de la fourniture et de la pose d'un panneau de chantier visible. Selon l'étendu et la disposition finale de la zone de chantier, le titulaire du marché ajoutera le nombre de panneau nécessaire à garantir la sécurité.

*Ces panneaux seront de dimensions minimales 150 cm x 250 cm, posé sur ossature scellée.*

- Le titulaire du marché sera en charge de la fourniture et de la pose d'un panneau de permis de démolir à afficher en entrée de site. Le canevas de mise en page et des logos SID IDF sont transmises par le SID IDF lors de la période de préparation.

Ces panneaux devront rester en place sur toute la durée des travaux.  
Ils seront déposés en fin de chantier lors du repli des clôtures et installations.

## 4.7 Signalisation au sein du chantier

Le titulaire du marché assurera la signalisation des abords du chantier et fournira tout équipement de signalisation susceptible d'être exigé par les autorités compétentes.

Elle en assurera par ailleurs la maintenance pendant toute la durée des présents travaux.  
Le titulaire du marché balisera, au sein du bâtiment, les différents cheminements réservés à ses personnels, aux visiteurs, aux usagers du site.

En périphérie de la zone de chantier close et inaccessible :  
« **Chantier interdit au public** »



Au niveau de l'entrée dans la zone de chantier :  
« **Port de chaussure de sécurité** », « **port du casque** », etc



## 4.8 Alimentation et raccordements

L'attention du titulaire du marché est attirée sur le fait que l'ensemble des démarches (demande de consignation) visant à l'obtention des branchements en fluides et énergies.

**Celle-ci est également alertée sur les délais possiblement longs pour l'obtention de ces branchements** et prendra toutes les dispositions nécessaires pour entreprendre ces démarches au plus tôt dans sa préparation de chantier.

Tout retard lié à ces démarches restera de la responsabilité du titulaire du marché, qui devra prendre toutes les mesures visant à compenser l'absence ou les retards de branchement sans impact sur le planning des travaux.

Le titulaire du marché fournira obligatoirement en fin de chantier les relevés des compteurs installés. Des vérifications ponctuelles peuvent être réalisées par la MOE lors des réunions de chantier.

### 4.8.1 Electricité

Le titulaire du marché doit prévoir les installations électriques nécessaires au chantier, à savoir :

- Les prestations nécessaires de raccordement électriques depuis le poste HT qui sera indiqué par le MOE, incluant toutes sujétions de mise en œuvre de matériels ;
- Le TGBT de chantier, comptage, armoires de puissance nécessaires à la réalisation de ses travaux de désamiantage et démolition, incluant tous accessoires de protection et câbles. Les



puissances nécessaires tiendront compte de l'ensemble des besoins électriques lié aux extractions, installations techniques, éclairage, base vie ;

- Le contrôle de conformité de l'installation électrique par un bureau agréé, à transmettre à la MOE avant la fin de la période préparatoire.

L'ensemble des consommations est à la charge du titulaire du marché.

Des vérifications ponctuelles peuvent être réalisées par la MOE lors des réunions de chantier.

En fin d'intervention, les installations seront déposées et évacuées du site.

#### 4.8.2 Eau

Le titulaire du marché doit prévoir les installations d'amenée d'eau nécessaires au chantier, à savoir :

- Les prestations nécessaires de raccordement depuis le point de livraison qui sera indiqué par la MOE, incluant toutes sujétions de création de tranchée ou ouverture de fouille.
- Les matériels de comptage, disconnecteurs, protection au gel, nourrices, tuyaux souples ou rigides nécessaires à la réalisation de ses travaux de déconstruction. Les puissances, débits et pressions tiendront compte de l'ensemble des besoins lié aux travaux et à l'alimentation de la base vie.
- L'analyse de conformité de l'eau potable, à transmettre à la MOE avant la fin de la période de préparation.

L'ensemble des consommations est à la charge du site.

Des vérifications ponctuelles peuvent être réalisées par la MOE lors des réunions de chantier.

En fin d'intervention, les installations seront déposées et évacuées du site.

#### 4.8.3 Evacuations

Le titulaire du marché doit prévoir les installations d'évacuation des eaux usées de chantier, à savoir :

- Rejet des eaux usées de la base vie sur le site de la STAT, conformément aux règlements municipaux de Versailles
- Rejet des eaux vannes de la base vie sur le site de la STAT, conformément aux règlements municipaux de Versailles
- Rejet des eaux de chantier sur le site de la STAT, après filtration et vérification de la qualité de l'eau rejetée

Le titulaire du marché obtiendra les autorisations nécessaires auprès des services municipaux. En fin d'intervention, les installations seront déposées et évacuées du site.

### 4.9 Eclairage de chantier

La mise en place adéquate de l'éclairage nécessaire est à la charge du titulaire du marché, et sera vérifiée par le MOE (fiches techniques et tests en conditions réelles).

L'éclairage devra à minima permettre de satisfaire aux exigences réglementaires et recommandations CARSAT, notamment:

- Eclairage de circulations extérieures : 10 lux
- Eclairage de circulations intérieures : 40 lux
- Eclairage des zones de travail intérieures : 120 lux

### 4.10 Réseaux existants

Le titulaire du marché devra obtenir des concessionnaires de réseaux toutes les autorisations nécessaires.

Elle prendra contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour d'une part, s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les coupures et la neutralisation des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres ; et d'autre part, pour les démantèlements ou dévoiements éventuels de réseaux risquant de se trouver dans le champ des activités de déconstruction sélective.

Le titulaire du marché devra le cas échéant, dès la localisation d'une canalisation ou d'un câblage non connu, avertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents. Il assurera la vidange et le dégazage éventuels des canalisations rencontrées.

Le titulaire du marché respectera les zones de sécurité autour des éventuels réseaux en service. Les réseaux devront être sectionnés proprement en limite de propriété et bouchonnés à l'aide de matériaux de maçonnerie hydrofuges à prise rapide. Tous les bouchonnages et murages devront être pris en photo et marqués (piquets ou peinture) sur site avant nivellement du terrain.

Les extrémités conservées de ces réseaux devront être repérées en x, y, z sur le plan de récolement du titulaire du marché.

Plus particulièrement, le titulaire du marché doit un contrôle exhaustif de l'ensemble des installations électriques du site dans le but de vérifier l'absence de tension des réseaux. Cette recherche sera effectuée par un bureau de contrôle ou un électricien dûment qualifié et fera l'objet d'un rapport dont les conclusions conditionnent le démarrage des travaux de curage du titulaire du marché.

**Le titulaire du marché est également informé que la dépose et la ventilation des ouvrages gaz réalisée par le concessionnaire concerné s'arrête à la limite de propriété des ouvrages. L'ensemble des conduites après compteurs devront donc être ventilées et dégazées par le titulaire du marché qui prendra les dispositions nécessaires à la gestion des risques gaz résiduels.**

## 5. Stockage des matériaux et Gestion des déchets

Les modes de traitements des PEMD sont soumis à plusieurs possibilités à envisager en cascade.



Priorisation du devenir des produits, équipements, matériaux et déchets : L'article L. 541-1-1 du code de l'environnement définit les termes mentionnés ci-dessus

### 5.1 Objectifs de réemploi et réutilisation

Les pierres meulières déconstruites ont été identifiées par le ~~maître~~ maître d'ouvrage pour un réemploi dans une autre opération (hors marché).

L'objectif est de les utiliser en pierre de parement (façade).

Les briques déconstruites ont été identifiées par le ~~maître~~ maître d'ouvrage pour un réemploi dans une autre opération (hors marché).

L'objectif est de les utiliser en granulat pour le remblaiement et à la stabilisation de certaines routes.

Leur déconstruction respectives (méthode de dépose, calibre de dépose, transport et stockage) devra permettre de garantir leur état et l'usage futur identifié.

- Après la dépose, installer les lots sur un support aéré (comme une palette).
- Ils peuvent être empilés à plat, à adapter selon la fragilité des matériaux.
- couvrir d'une bâche tendue pour les protéger de la saleté et des chocs.

Le site de stockage est prévu sur le site de la STAT (environ 1000 m²) :



Figure 8

## 5.2 Objectifs de recyclage/valorisation et élimination

Dans l'optique d'un chantier respectueux des enjeux environnementaux, une gestion spécifique des déchets devra être mise en place.

Ainsi, au-delà du tri des déchets aux catégories DI / DND / DD, le titulaire du marché sera tenu d'effectuer un tri affiné au sein de ces catégories, notamment en termes de DND, incluant la séparation des plâtres, métaux, bois etc avec comme objectif un recyclage / revalorisation poussé des matériaux.

De manière générale, les méthodologies et niveaux de prestations assurés par le titulaire du marché concernant la gestion des déchets pourra être valorisée dans le cadre de la consultation.

Le titulaire du marché indiquera les modes de valorisation envisagés dans le cadre de son SOGED (Schéma Organisationnel pour la Gestion l'Élimination des Déchets).

Elle fournira également les tableaux de synthèse et justificatifs de valorisation provenant des sites de recyclage/transformation qu'elle aura désignés.

Le Maître d'œuvre analysera et validera le choix des filières retenues par le titulaire du marché afin de s'assurer du respect des objectifs du présent CCTP.

### Le SOGED devra notamment contenir :

- Les méthodes de tri des déchets, notamment pour parvenir au **tri 7 flux** exigé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- La description des contenants en fonction des types de déchets
- Les zones de stockages identifiées
- Les signalétiques mises en œuvre
- Les exutoires identifiés et leur distance au chantier
- La fréquence prévisionnelle des évacuations

- Les moyens de contrôle et de traçabilité mis en œuvre
- Les moyens humains mis en œuvre
- Les moyens mécaniques mis en œuvre
- Les quantitatifs prévus par type de déchets

**Le suivi du respect du SOGED et de la gestion des déchets devra être consigné dans le journal chantier, à travers un tableau / registre de suivi (au tonnage) des déchets, qui sera diffusé de manière hebdomadaire et fera l'objet d'un contrôle régulier en réunions de chantier.**

Ce tableau devra faire ressortir les taux de recyclage / revalorisation des déchets à l'avancement.

### 5.3 Déchets dangereux

#### **Stockage**

Le titulaire du marché sera responsable des protections, de la bonne fermeture du local affecté au stockage provisoire des déchets amiantés et de la signalisation adaptée. Le titulaire du marché devra vérifier visuellement l'état général des big-bags avant chargement. Il devra vérifier, en outre, la propreté du camion, les autorisations du transporteur et la signalétique du camion.

**Les DD et/ou contenant de l'amiante sont évacués vers des ISDD pour tous MPCA, hormis les MPCA d'amiante lié (amiante-ciment uniquement) en état intègre qui peuvent être stockés en ISDND<sub>1</sub>.**

Le titulaire prend en compte la réglementation relative aux ISDND<sub>2</sub> qui fait mention de possibilité de stockage d'amiante sous certaines conditions et devra être en mesure de présenter les arrêtés préfectoraux des ISD conformes aux déchets prévus d'y être stockés.

Avant signature du BSDA, le titulaire du marché contrôle que le transporteur de déchets respecte l'intégralité de ses obligations au regard du chargement et transport de MPCA (formation, équipement, plaques du véhicule).

Lorsque les déchets sont transférés à l'ISDD ou ISDND, le titulaire du marché transmettra le dernier volet du BSDA au MO. En cas de refus d'un conteneur, le titulaire du marché informera le MO et le MOE par courrier recommandé en indiquant l'objet du refus et les actions pour y remédier.

### 5.4 Transport des déchets

Le titulaire du marché prévoira une évacuation des déchets à l'avancement de ses travaux de démolition dès lors que les stocks permettront une évacuation continue et optimisée. Les cheminements des camions devront être mis en œuvre **avec un circuit à respecter pour rouler sur le site.**

Le titulaire du marché devra :

- La gestion des BSD et BSDA avec copie à la MO.
- Le respect des règles relatives au transport et mise en décharge sont celles relatives aux substances et préparations dangereuses

Le conditionnement et le transport seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur dont notamment :

- Décret 77-949 du 17 août 1977 ;
- Décret 77-974 du 19 août 1977 ;
- Arrêté du 17 octobre 1977
- Décret 88-466 du 28 avril 1988, relatif aux produits contenant de l'amiante et à l'étiquetage

### 5.5 Traçabilité des matériaux et déchets

## Déchets

Il est rappelé au titulaire du marché les obligations de traçabilité portant sur les documents relatifs à la gestion des déchets, notamment en cas de déchets amiantés, ainsi que sur les BSD, attestations des éco-organismes, bons de pesée, etc.

Le titulaire du marché procédera à la prise en charge, l'évacuation et l'élimination de l'ensemble des produits, déchets (Déchets non dangereux/ Déchets inertes/ Déchets valorisables/ Déchets dangereux) et des matériels présents au sein des ouvrages à démolir, ainsi que les déchets végétaux issus des opérations de dégagement de l'ouvrage et de débroussaillage.

Conformément au Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant sur diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets, seuls les déchets ultimes seront envoyés en Centre d'Enfouissement Technique autorisé. Est réputé ultime tout déchet qui « lorsque le plan de gestion prévoit pour certains types de déchets non dangereux spécifiques la possibilité pour les producteurs et les détenteurs de déchets de déroger à la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie à l'article L. 541-1, il justifie ces dérogations compte tenu des effets globaux sur l'environnement et la santé humaine, de la faisabilité technique et de la viabilité économique ».

« Art. R. 541-15. L'élaboration du plan et sa révision font l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions prévues par les articles L. 122-4 à L. 122-11 et R. 122-17 à R. 122-24. »

Dans le cadre des travaux de déconstruction, le titulaire du marché en charge des travaux devra procéder à un tri sélectif des déblais, sur la base de la mise en place d'un S.O.C.E.D. (Schéma Organisationnel pour la Collecte et l'Élimination des Déchets).

La totalité des déchets provenant de la déconstruction sera triée selon la classification suivante :

- déchets dangereux ;
- déchets non dangereux ;
- déchets inertes ;
- déchets valorisables.

Dans sa démarche qualité, le titulaire devra intégrer la notion de gestion et recyclage des matériaux de curage et de démolition. Cette approche environnementale permet de garantir une économie financière non négligeable pour le Maître d'Ouvrage et une seconde vie au matériau avec sa réutilisation.

Objectifs de la déconstruction sélective :

- assurer une bonne gestion des matériaux ;
- garantir un suivi des matériaux ;
- permettre de trouver la meilleure filière de traitement pour les matériaux ;
- permettre la revalorisation de la plus grande partie des matériaux issus des démolitions ;
- préserver l'environnement.

L'évacuation et l'élimination des déchets seront menées selon les dispositions du *Code de l'Environnement* : **Livre V** « Prévention des pollutions, des risques et des nuisances » - **Titre IV** « Déchets » - **Chapitre 1<sup>er</sup>** « Prévention et gestion des déchets ».

Il convient de rappeler que les principales dispositions de cette réglementation sont les suivantes :

- De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
  - *la préparation en vue de la réutilisation ;*
  - *le recyclage ;*
  - *toute autre valorisation (par exemple la valorisation énergétique)*
  - *l'élimination ;*



- De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
- D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume.

L'élimination des matériaux assimilés à des déchets devra être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du *Code de l'Environnement* : **Livre V** « *Prévention des pollutions, des risques et des nuisances* » - **Titre I<sup>er</sup>** « *Installations classées pour la protection de l'environnement* ». En vue de limiter les distances de transport, les filières d'élimination des matériaux proches du chantier devront être privilégiées.

**Pendant la durée du chantier, le titulaire du marché établira un registre de suivi des déchets selon Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement et modifié par l'Arrêté du 27 juillet 2012.**

Ce registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- date de l'expédition du déchet ;
- nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- quantité du déchet sortant ;
- nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

**Une copie de ce registre sera impérativement transmise à la Maîtrise d'œuvre hebdomadairement.**

## 6. Sous-traitance

Concernant les travaux sous-traités, le titulaire du marché veillera à ce que les obligations de ses sous-traitants soient scrupuleusement respectées et notamment pour ce qui est de la rédaction et diffusion des PRE, PPSPS, RFT, VIC avant toute intervention sur le chantier.

## 7. Prix

Par référence au 3.2.1 du CCAP, le présent marché est constitué de prix mixtes avec détail quantitatif estimatif mais sans bon de commande.

### 3.1 Forfaitaire

Les prestations du marché seront au forfait pour les prestations suivantes :

- Dispositions générales ;
- Travaux de déconstruction ;
- Travaux de stockage.

L'ensemble de ces prestations sont prévues dans la DPGF du présent marché

### 3.2 Unitaire

Les prestations du marché seront au prix unitaires pour les prestations suivantes (cf 3.2.3) :

- Déconstruction des fondations
- Gestion, acheminement et traitement des déchets des infrastructures

L'ensemble de ces prestations sont prévues dans le bordereau de prix unitaire (BPU) du présent marché. Le paiement des prestations se fera uniquement sur transmission du BSD complet.

# ANNEXES

#### **----- Pièces particulières contractuelles -----**

Annexe 1 : Diagnostic Amiante et Plomb

Annexe 2 : Rapport PEMD

Annexe 3 : Rapport géo-Technique

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel

Annexe 5 : Livret des plans

#### **----- Pièces particulières non contractuelles -----**

Pièce-jointe 1 : Rapport Pyrotechnique

Pièce-jointe 2: Fiches Bâtiments à déconstruire